



## 9° CONGRÈS AMIENS. 1974



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 10 à 13

### Courant des Assises

# rapport politique sur l'activité de la direction nationale depuis le 8ème congrès<sup>1</sup>

Décembre 72 : Le Manifeste « Contrôler Aujourd'hui pour décider demain » adopté par le 8ème Congrès à la majorité de 80 % devient la loi du Parti. Après une période difficile, marquée par le Congrès de Lille en Juin 71, où le PSU, au travers de déchirements successifs, a vécu en son sein les débats de l'extrême gauche, l'adoption du Manifeste marque la fin de la période de crise et le début d'un renouveau dont les effets vont se faire rapidement sentir. En faisant le choix du socialisme autogestionnaire comme projet de société et du contrôle ouvrier et populaire comme axe stratégique, le PSU innove en même temps qu'il rompt avec une certaine logomachie révolutionnariste. La majorité de Lille et le BN qui en est issu, qui ont voulu et rédigé la majeure partie de ce texte fondamental, constatent l'accord très large qui se réalise alors, et le Bureau National s'ouvre à de nouveaux membres : André BARJONET, Pascal DORIVAL, puis Philippe SIMON, Michel MOUSEL et Bernard RAVENEL. Cet accord n'est pas exempt d'ambiguïté, et tous n'ont

<sup>1</sup> A ce rapport seront adjointes ultérieurement de nombreuses annexes sur les principaux points et les grands secteurs d'activité : on ne trouvera donc ici que la ligne politique dont les documents annexes montreront l'application concrète.

pas forcément la même lecture du Manifeste : on le voit à propos du débat sur l'Etat. Il reste que ceux qui l'ont écrit trouvent plaisant que des jugements de haute trahison soient aujourd'hui portés contre eux au nom du Manifeste. Il n'empêche que le parti sort grandi du Congrès de Toulouse, et idéologiquement bien armé. Les élections de mars 73 sont la première et redoutable épreuve qui attend les militants du PSU, leur pratique militante et leurs acquis théoriques. La bataille est engagée sur la ligne du Manifeste : si elle est perdue sur le plan électoral, elle constitue pourtant une première avancée significative par la confrontation théorique et militante qu'elle permet.

Elle est perdue sur le plan électoral : l'alliance PC/PS/Radicaux de Gauche, concrétisée par le Programme Commun, laisse peu de place à l'affirmation autonome d'une autre ligne de gauche. Un grand espoir d'en finir avec un régime discrédité s'est levé dans le pays. Cet espoir repose sur l'aspiration unitaire des masses : même s'il est peu mobilisateur par son contenu, le Programme Commun correspond, du seul fait de son existence, à cette exigence unitaire. Les travailleurs voteront utile : les scores électoraux du PSU seront nettement plus faibles qu'en juin 68. Michel ROCARD perd son siège des Yvelines, et la victoire d'Yves LE FOLL dans les Côtes du Nord permettra seule que soit préservée une représentation parlementaire pour le PSU.

Pourtant la campagne des législatives n'aura pas été inutile, loin de là. Les réunions et meetings du PSU sont partout très suivis, souvent passionnants. La ligne du Manifeste est testée auprès des travailleurs, et ce test est largement positif. Les meetings unitaires du 2ème tour permettent d'élargir l'audience du PSU. Le débat sur l'autogestion est désormais lancé dans le mouvement ouvrier français : il ne cessera plus de se développer. Aux lendemains de ces élections, et en tenant compte de leur enseignement, les tâches du PSU pour la période qui s'ouvre peuvent être clairement définies : le PSU doit se situer par rapport au mouvement social sur le terrain des luttes, en s'efforçant de faire prévaloir les mots d'ordre et la pratique du contrôle ouvrier et populaire. Il doit aussi,



pour assurer sa crédibilité aux yeux des travailleurs, se situer clairement dans le champ de l'unité populaire, aux côtés des autres forces du mouvement ouvrier. Il doit enfin contribuer à construire et à développer, sur la base des orientations du Manifeste, une force autogestionnaire puissante et crédible.

C'est sur ces trois axes, et sans en privilégier l'un ou l'autre, que se situera l'action du BN pendant toute la période qui court de mars 73 à octobre 74. C'est sur ces trois axes que le BN et la DPN s'efforceront d'engager l'action du PSU.

## Le contrôle ouvrier et populaire

Le mouvement lycéen, qui éclate au printemps 73, à propos de la loi Debré (abrogation des sursis) illustre le profond malaise d'une classe d'âge qui conteste radicalement le système social, sans se reconnaître pour autant dans la démarche distributive du Programme Commun. Le PSU va s'efforcer, dans cette période, de donner un contenu à la révolte lycéenne, comme au malaise plus général de toute une génération. De la même façon, ses militants s'investissent dans toutes les luttes, souvent qualifiées de marginales, et qui s'ancrent pourtant dans la réalité du vécu quotidien : les luttes des femmes pour la libéralisation de l'avortement et le droit à la contraception (notamment autour du MLAC et de l'interdiction du film « Histoires d'A »), les luttes des immigrés (contre la circulaire Marcellin-Fontanet), les luttes de quartier contre la spéculation immobilière (Balkany, etc...), le contrôle des charges locatives (ZUP de Brest) etc.

Mais c'est bien sûr le long conflit de Lip qui illustre le mieux à la fois la validité du mot d'ordre de contrôle et la capacité d'intervention collective d'un parti qui va se mobiliser tout entier pour soutenir l'action des travailleurs de Besançon. Nous disons bien : tout entier. S'il est absurde d'affirmer, comme l'a dit un peu rapidement Christian Guerche à la tribune du conseil d'Orléans, que « c'est le PSU qui a fait LIP », il est vrai de dire en revanche que l'action du PSU a été essentielle pour assurer le développement et un débouché victorieux au conflit. Et personne aujourd'hui ne saurait s'attribuer un quelconque droit de propriété sur « l'affaire LIP » : à cet égard, ceux qui ont voulu opposer, avec toute la démagogie afférente, « le parti

de Charles PIAGET et le parti de Michel ROCARD » ont porté rétrospectivement un coup de poignard dans le dos des travailleurs de Lip. Nous affirmons au contraire avec force que la lutte des Lip n'a été ce qu'elle a été, et que l'intervention dans cette lutte du PSU n'a été ce qu'elle a été, que parce que le parti savait être jusqu'à maintenant à la fois « le parti de Piaget et le parti de Rocard ». Charles Piaget lui-même pourrait en témoigner.

Dans la même période, d'autres conflits significatifs ont eu lieu. — comme à Péchiney-Noguères ou à Cerizay. La façon dont le PSU les a pris en charge pose à l'évidence les problèmes de la capacité — simplement matérielle — de l'intervention du parti, et de ses limites. A cet égard, nous avons obligation de nous interroger: le PSU a pu « tenir » le conflit Lip, pendant toute sa durée, au prix d'un investissement militant et matériel considérable. Un autre Lip pendant la même période aurait été « intenable » pour le parti. Que les camarades qui répètent, sur le mode incantatoire, « un, dix, cent Lip », comme d'autres disaient « un, dix, cent Vietnam », en refusant par ailleurs de se donner les moyens d'élargir les bases politiques et organisationnelles de la prise en charge de ces luttes, pour accroître les capacités d'action, que ces camarades s'interrogent sur le sérieux de leurs propositions.

## Le champ de l'unité populaire

Là encore la leçon de Lip doit être tirée toute entière, et non seulement la partie qui convient le mieux à tel ou tel courant du Parti.

La capacité offensive de la stratégie de contrôle est l'élément déterminant qui a permis la victoire des travailleurs de Lip. Mais tout aussi déterminante a été, durant tout le conflit, même aux périodes les plus dures, la capacité qu'ont montré les Lip à préserver leur unité. Unité conflictuelle, bien sûr, où l'affrontement a souvent été rude, à l'image de ce que peut être la recherche de l'unité d'action à l'intérieur du mouvement ouvrier.

Cette recherche, le PSU l'a pratiquée sans relâche pendant toute la période de déc. 72 à oct. 74. Il l'a pratiquée en cherchant à chaque occasion à dégager les



PSU. 9° Congrès national. 1974  
Document  
*Courant des Assises : Rapport d'activité  
et projet de résolution*



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 10 à 13

objectifs unifiants les plus larges, sur des bases clairement anticapitalistes, avec les autres organisations du mouvement ouvrier français. Ce fut le cas à propos du Chili, pour l'organisation du soutien unitaire à la Résistance Chilienne. Ce fut le cas en novembre 73, au moment de l'accord sur la vie chère. Ce fut le cas à propos de l'ORTF, dans la recherche d'une action commune contre le démantèlement de l'Office. Dans tous ces cas, le PSU n'a jamais renoncé pour autant à apparaître sur ses propres bases et à défendre ses propres propositions, lorsque l'accord obtenu avec les autres ne lui paraissait pas suffisant. L'unité d'action n'a ainsi jamais été contradictoire avec l'expression autonome du parti et de ses propositions (cf. notamment la conférence de presse du BN et les déclarations de la DPN sur l'ORTF et le service public de l'audiovisuel. Cf. aussi les différentes prises de parole et questions écrites ou orales d'Yves LE FOLL à l'Assemblée Nationale).

De la même façon, le PSU n'a jamais renoncé à son rôle de trait d'union, chaque fois qu'il était possible, entre la gauche et les diverses organisations et sensibilités de l'extrême-gauche. Le rôle que nous avons joué, à la fin de juin 73, au moment de la dissolution par Marcellin de la Ligue Communiste a été significatif à cet égard <sup>2(2)</sup>. De même que notre participation au Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du Peuple Chilien, conçue comme complémentaire, et non contradictoire, avec notre participation au « Comité des 18 ».

Ce souci de recherche unitaire, conforme au désir unitaire des masses et dans la perspective qui était celle de la période, celle d'une prise de pouvoir par la Gauche, s'est traduit notamment au cours de notre Conseil National de Paris en novembre 73. C'est à cette occasion que, sur proposition du BN et de la majorité de la DPN, le parti a mandaté ses dirigeants pour qu'ils recherchent la possibilité d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste avec nos autres partenaires de la Gauche. Cette volonté politique, exprimée par 70 % des mandats, a eu notamment pour conséquence l'ouverture d'un long dialogue « au fond » avec le PCF.

<sup>2</sup> Ce rôle a été facilité par la décision prise par le PSU à la mi-juin 73 de participer à une manifestation sur les libertés avec le PC et la CGT, alors que le PS et la CFDT attendaient octobre pour participer à une autre manifestation sur ce thème.

Ce dialogue a été mené fort loin et a permis des avancées significatives : la mort de Pompidou et les choix stratégiques actuels du PCF (l'union du peuple de France) n'en ont pas permis la conclusion. Ce n'est pas notre fait, et nous le déplorons.

Mais c'est à l'occasion de cette campagne des présidentielles que nous nous sommes trouvés confrontés à la nécessité de faire passer très vite, et très clairement, ce choix unitaire dans les actes. Là encore, on a pu s'apercevoir qu'à Paris, au cours du conseil national de novembre 73, tous n'avaient pas voté la même chose — et que le choix tactique de certains ne résistait pas à la pression des faits. La pression des faits, en mai 74, c'était la possibilité d'une candidature unique de la gauche en la personne de François MITTERRAND et telle était bien la volonté de la grande masse des travailleurs de ce pays, comme la démontré la dynamique de la campagne. Certains de nos camarades ont refusé de le comprendre et se sont battus — avec le soutien externe déchainé de toute une extrême-gauche qui voyait là la possibilité d'échapper à ses contradictions — (cf. notamment le rôle de Libération, ou surtout de Politique-Hebdo, pour la candidature de Charles Piaget). Ce choix a été clairement repoussé par le parti au conseil extraordinaire de Colombes le 15 avril. Une minorité a alors logiquement choisi de quitter le parti et s'est organisée dans le cadre d'un prétendu PSU-MAINTENU (Behar-GOP), alors que la majorité du courant pro-Piaget (Mousel-Leduc-Craipeau) choisissait au contraire de se rallier à la candidature MITTERRAND — en faisant tout pour vider cette décision de son sens : c'est ainsi que l'on vit la fédération de la Région Parisienne notamment, s'appuyant sur le thème de la campagne autonome, mener en fait une campagne en contradiction avec le choix politique du parti (affiches ambiguës sur le thème : « LA VICTOIRE ET APRES ? » Création des « COMITES DU 20 MAI » et du journal du même titre, etc.) ; en privilégiant le deuxième volet de notre mot d'ordre « TOUT POUR LA VICTOIRE, TOUT POUR DONNER UN SENS À LA VICTOIRE », en abandonnant même le premier, ces camarades rejoignaient plutôt la campagne KRIVINE/ LAGUILLER, du moins dans ses effets, que la campagne menée par la majorité du parti. D'ores et déjà, le choix de ces camarades était clair et s'est concrétisé par la suite : il s'agissait tout simplement de renverser la direction politique et de prendre le contrôle du parti dans l'objectif, encore



inavoué mais transparent, de rechercher avec l'extrême-gauche les conditions de la création d'un « grand parti révolutionnaire » en opposition avec les partis réformistes, dans une stratégie de débordement qui est l'antithèse de ce qu'avait décidé le conseil National de novembre 73.

La suite des présidentielles allait démontrer que, sous le sigle PSU, c'était bien deux lignes contradictoires qui s'affrontaient. La mécanique des Assises, lancée par l'appel de François MITTERRAND le 25 mai, par la DPN du PSU le 26 mai, la déclaration du BN de la CFDT le 27 mai, puis par l'appel du 11 juin contenait *dès le départ* (qu'on relise ces différents textes) non la décision d'une fusion avec le PS — comme l'ont répété à l'envie les camarades de l'actuelle DPP — mais bien la décision de rechercher ensemble si les conditions théoriques stratégiques et militantes d'un regroupement organisationnel pouvaient être réunies. La DPN et le BN n'ont jamais dit autre chose — et les camarades mandatés pour travailler au sein du Comité d'organisation des Assises n'ont jamais, conformément à leurs mandats, œuvré à autre chose qu'à la réalisation des conditions de cette confrontation théorique, stratégique et militante. Il n'a jamais été question, dans ce Comité d'Organisation — et nous l'affirmons solennellement — du moindre commencement de débat proprement organisationnel ; ceux qui ont dit le contraire ont tout simplement menti (comme Philippe SIMON à la DPN du 15 septembre) et cherché à tromper le parti.

Profitant d'un désarroi indéniable de la base devant l'accélération des choix et des initiatives, ils sont d'ailleurs parvenus à leur fin au cours du conseil national d'Orléans, où le parti a, de fait, éclaté, sans que le débat ait pu réellement avoir lieu entre les délégués des fédérations.

## La construction d'une grande force socialiste autogestionnaire

C'est le troisième axe de l'action du BN et de la DPN issus de Toulouse pendant toute la période. Le choix

théorique de l'autogestion étant fait par le Congrès, il restait encore à créer les conditions d'une possibilité d'imposer ce choix dans les faits.

Le chemin parcouru à cet égard depuis l'hiver 72 est spectaculaire. Qu'on se souvienne du scepticisme général qui entourait — dans l'opinion publique, et notamment la presse — le seul terme d'autogestion. Qu'on se souvienne des attaques du PCF (« une chimère ») comme du flou et de l'imprécision que recouvrait alors la notion même d'autogestion.

Au fil des mois, grâce au travail d'explication du PSU, grâce à son effort pour provoquer des rencontres et des débats sur ce thème, grâce aussi à la lutte des Lip — la notion d'autogestion s'est clarifiée et affirmée jusqu'à devenir, dans le texte d'identité des Assises, « la clé de voûte » autour de laquelle les trois composantes des Assises affirment vouloir bâtir le socialisme en France.

Pendant toute cette période, le PSU s'est constitué en un pôle de rassemblement d'un certain nombre de militants et d'organisations (Associations familiales, GAM, Vie Nouvelle, MRJC, JEC) et de mouvements politiques (AMR, CIC, OS) qui ont pris l'habitude de travailler avec lui au sein du CLAS (Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste). C'est ainsi que furent organisés deux colloques, l'un en janvier 73 sur Autogestion et Révolution Socialiste, par 4 revues (Critique Socialiste, Politique - Aujourd'hui, Objectif Socialiste, Autogestion et Socialisme) et en mai 73 sur Autogestion et Organisation politique par les organisations politiques du CLAS. Après le conseil de novembre 73, qui posait le problème du dépassement du CLAS en un grand « Mouvement de l'Autogestion Socialiste », les CIC décidaient de franchir un pas de plus et s'intégraient alors au PSU — quatre sièges leur étant offerts à la DPN. Là encore, ce regroupement masquait certaines ambiguïtés qui sont apparues par la suite.

Le dialogue était constant également avec la CFDT — et se traduisait notamment par l'organisation des « colloques autogestion » au printemps et à l'automne 73, auxquels étaient associés tous ceux qui se réclamaient de l'autogestion : Parti Socialiste et Organisations du CLAS.

Mais le problème de la force politique restait posé — et il apparaissait clairement que le seul PSU ne pouvait





pas, par un développement linéaire, apporter une réponse. Il fallait donc raisonner en termes de restructuration du mouvement socialiste français — et cette façon de poser le problème obligeait du même coup à tenir compte d'un PS en plein renouveau, sinon dans ses structures et son appareil, au moins au niveau de son recrutement militant et de son rayonnement dans l'opinion publique. L'évidence était en effet sous nos yeux : alors même que les thèmes autogestionnaires et la pratique d'une stratégie de contrôle s'imposaient de plus en plus sur le terrain des luttes sociales, la capitalisation politique, et notamment électorale, ne se faisait pas à notre profit, mais bien à celui du PS — seule force politique crédible à gauche, hormis le PCF, aux yeux des travailleurs. Dans le même temps, l'extrême-gauche s'affaiblissait constamment, et de débats en scissions, apparaissait de plus en plus comme une mosaïque de chapelles à l'évidence étrangères au mouvement des masses.

La campagne de François MITTERRAND allait encore accentuer cette situation objective. Elle allait aussi ouvrir de nouvelles perspectives : en situant d'emblée sa candidature « au confluent des deux

grands courants de la gauche, le courant du programme commun et celui du socialisme autogestionnaire », François MITTERRAND se plaçait en situation d'être vraiment le candidat de toute la Gauche, et ouvrait pour l'avenir les possibilités de la restructuration nécessaire. On connaît la suite, et la réponse favorable du PSU, de la CFDT, et de la quasi-totalité de nos partenaires du CLAS (AMR exclue). Par la mise en œuvre de la démarche politique des Assises, la possibilité s'ouvrait d'inscrire le courant du socialisme autogestionnaire dans une perspective de masse sur une base de classe. Les assises elles-mêmes, les 11 et 12 octobre, précédées par de nombreuses réunions et confrontations locales, confirmaient la volonté commune des participants de s'engager dans la construction d'un parti nouveau, « le parti des socialistes » selon la formule de Mitterrand. Nous sommes sûrs que cette volonté correspond à l'espoir et à l'attente des masses. Au-delà des péripéties internes d'un PSU à qui certains ont fait choisir, à Orléans, la voie du retour au passé, nous continuons à penser que notre démarche politique est la seule qui incarne l'avenir, tout en préservant les acquis du PSU.

## projet de résolution

Dans les 20 ans qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, le capitalisme est apparu comme le passage obligé de toute société dans sa marche vers le progrès et l'abondance. Depuis quelques années, le système capitaliste apparaît mieux pour ce qu'il est : un mode de domination et d'exploitation qui assure à la bourgeoisie des pays riches un contrôle national et international sur tous les centres de décision politiques et économiques comme sur toutes les forces de création, d'innovation et de production ; le pillage et le gaspillage des ressources naturelles les plus diverses et les plus essentielles à la vie de l'homme ; une puissance d'aliénation considérable, qui fait perdre aux individus et aux collectivités de base leur identité sociale et culturelle, ainsi que leur « droit à la différence ». Développement

des firmes multinationales, soumission des Etats bourgeois à l'impérialisme américain, standardisation des modes d'information et de communication au profit des intérêts privés, prolétarianisation de nouvelles couches sociales (dans l'agriculture, le commerce, les services, etc.), telles sont les réalités du capitalisme aujourd'hui. Dans un tel système, l'inflation, loin d'être une aberration, est au contraire le régulateur principal des conflits économiques et sociaux :

- Elimination des petites et moyennes entreprises qui ne peuvent s'intégrer au régime de sous-traitance ou de grande production.
- Contrôle du marché et des mécanismes de distribution par les grandes firmes.
- « Assistance » temporaire aux victimes des mutations capitalistes : chômeurs, petits capitalistes, rentiers, personnes âgées, etc..
- Oppositions aux revendications des travailleurs par le blocage relatif des salaires, la menace sur l'emploi ou des compensations financières (cf. les accords syndicats-patronat sur le chômage) vite résorbées par l'inflation.



Cette situation provoque de lourdes difficultés pour le capitalisme sur le plan social et lui impose en contrepartie un impérieux besoin de stabilité politique : on le voit sur le plan international comme sur le plan intérieur. Les revendications nouvelles des pays dominés pour le contrôle de leurs richesses naturelles mettent en cause l'équilibre géopolitique hérité de Yalta. C'est le but unique de la politique de Kissinger que de maintenir cet équilibre, en éliminant par tous les moyens les facteurs de tension, qu'il s'agisse des séquelles idéologiques de la guerre froide aux Etats-Unis (voyage à Pékin, problème des juifs soviétiques, Cuba), de la guerre du Proche Orient, ou de Chypre (où il n'hésite pas à rallumer le conflit pour ramener l'équilibre), de la répression des gouvernements anti-impérialistes ou des mouvements de libération nationale (Chili). Sur le plan intérieur, cette exigence de stabilité a aussi provoqué l'élimination de Nixon, de Brandt, et en France de l'héritage gaulliste, trop confus et fragile, d'abord sous Pompidou puis avec Giscard.

De ce fait, la lutte des classes est portée à un degré plus élevé que jamais ; on l'observe à l'échelle planétaire (à travers les conflits entre pays « producteurs » et pays « consommateurs », ou dans les mutations que l'on enregistre en Afrique, en Asie, en Amérique Latine) ; on le voit dans les pays industrialisés qui ne sont pas encore totalement intégrés à l'impérialisme dominant. En France et en Italie notamment, les classes ouvrières se montrent très combatives en même temps que s'élargissent les possibilités d'alliance. Dans de nombreux pays, la domination capitaliste et impérialiste est battue en brèche, les forces populaires marquent des points importants ; c'est évident au Portugal et en Grèce, c'est possible en Espagne et en Turquie ; non seulement en Yougoslavie mais aussi dans certains pays de l'Est (Roumanie, Hongrie), des évolutions positives sont également en cours.

En France dans la dernière période, les luttes sociales ont été caractérisées par une double volonté :

- celle de l'unité, l'unité populaire à la base comme entre les organisations où se reconnaissent les travailleurs
- celle du contrôle, dans les thèmes et les formes de lutte.

Sur le plan politique, le développement de la lutte des classes pose deux questions :

- celle de la gauche, parce que les organisations ouvrières s'y reconnaissent pour l'essentiel ;
- celle du socialisme, parce que la lutte anti-capitaliste implique un projet et une stratégie de rupture afin de ne pas être condamnée à l'échec.

La liaison entre luttes politiques et luttes sociales implique par conséquent la prise en compte

- de l'union de la gauche, parce qu'elle est la réponse la mieux adaptée au système politique tel qu'il est ;
- du socialisme autogestionnaire, parce qu'il lie étroitement la volonté de contrôle qui apparaît dans les masses et les exigences de la prise du pouvoir.

Pour des militants socialistes conséquents avec les nécessités actuelles de la lutte des classes, il n'y a donc rien de plus urgent que de rechercher les moyens d'une offensive politique contre le pouvoir en place sur cette double base. Il faut pour cela résoudre la contradiction issue de la dernière période.

- c'est sur la base du « programme commun » que s'est réalisée l'union de la gauche au niveau des masses
- c'est sur la base du « socialisme autogestionnaire » qu'il est possible de réaliser un front de classe anti-capitaliste suffisamment large et offensif.

La candidature de François MITTERRAND, dans les conditions où elle s'est réalisée, a constitué une première réponse à cette contradiction. C'est dans son prolongement qu'il convient tout naturellement de rechercher une réponse plus forte et plus durable.

L'appel de François MITTERRAND, le 25 mai, appuyé aussitôt par la DPN du PSU et par le Bureau National de la CFDT, complété ensuite par l'appel du 11 juin, a ouvert la voie à un rassemblement des socialistes dans le cadre d'une stratégie d'union de la gauche et dans la perspective du socialisme autogestionnaire. Les Assises Nationales du Socialisme, réunies à PARIS les 12 et 13 octobre ont montré qu'un tel rassemblement était possible, à deux conditions :

- l'accord sur un texte d'identité, qui propose tout à la fois une analyse du capitalisme, un projet de société et une stratégie pour y parvenir : cet accord s'est fait dans la commission d'organisation des Assises, entre les trois composantes, sur la base du texte « Pour le Socialisme ». Celui-ci n'est évidemment pas intangible



PSU. 9<sup>e</sup> Congrès national. 1974  
Document  
*Courant des Assises : Rapport d'activité  
et projet de résolution*



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 10 à 13

---

dans le détail, mais ses grandes orientations ne peuvent être remises en cause.

— la recherche d'une pratique commune dans les secteurs essentiels de l'action militante, c'est le but des « carrefours », de leur préparation locale et régionale comme des prolongements qu'ils peuvent

La tenue des Assises, leur retentissement national et international, toutes les rencontres qu'elles ont permises montrent l'importance de l'enjeu : en devenant la grande force socialiste et autogestionnaire dont le mouvement ouvrier a besoin, un « parti des socialistes » permettra de créer des conditions très supérieures pour l'articulation nécessaire entre la mobilisation populaire et l'action d'un gouvernement de gauche. Par son alliance étroite avec le Parti Communiste, sans mettre en cause les accords déjà passés, mais en les portant au contraire à un niveau supérieur, un tel Parti rompra plus facilement avec les orientations social-démocrates dont on connaît les impasses par l'exemple anglais ou allemand.

Pour la formation de ce parti des confrontations pratiques et théoriques sont nécessaires sur le contenu de l'union de la gauche comme sur la ligne du socialisme autogestionnaire. Les Assises ont permis de les ouvrir, mais elles doivent encore se développer. On ne peut néanmoins en attendre l'issue complète et définitive. La formation du « parti des socialistes » doit se faire dès que possible, en fonction de l'attente des masses et non de dosages subtils entre les uns ou les autres. Dès le début de l'année 75, en raison notamment du Congrès décidé par le Parti Socialiste pour les 1er et 2 février, la jonction peut se réaliser entre les trois composantes des Assises du Socialisme.

Cette jonction doit se faire à tous les niveaux, national, régional, départemental et local, compte tenu des formes d'organisation propres à chaque composante. Elle doit se faire sous le contrôle des militants. Le Parti qui réunira les militants des trois

composantes et s'ouvrira à tous ceux qui entendent donner au socialisme autogestionnaire les bases de masse et de classe qui lui sont indispensables, devra prendre notamment en charge les acquis essentiels du PSU, ceux du Manifeste de Toulouse et de la pratique militante qu'il implique. Son organisation devra être cohérente avec son projet et sa stratégie :

- priorité aux secteurs de production industrielle et agricole, pour lui assurer la base sociale nécessaire ;
- constitution de grands secteurs militants qui correspondent aux aspects essentiels de la vie et de l'action ;
- prise en charge des réalités régionales ;
- large diffusion des initiatives et des propositions ; communication entre les groupes ; prise en compte de l'action des groupes et des mouvements dans l'élaboration des orientations politiques.

Le rassemblement dans un même parti implique deux actions conjointes :

1 — la vérification à tous les niveaux que peut se développer une pratique commune entre les militants concernés, sur la base d'un même projet politique : la poursuite des assises locales et régionales, les rencontres militantes dans la ligne des « carrefours » des Assises Nationales, l'ouverture de larges possibilités de rencontre et de débat doivent permettre cette vérification.

2 — La définition des bases matérielles et politiques de l'organisation commune, avec les négociations nécessaires entre les secteurs intéressés.

Ces deux actions conduisent à rechercher des jonctions étroites entre les militants du PSU et ceux de la « Troisième Composante » qui, par nature, exprime le mieux les chances et la volonté d'un renouvellement en même temps que d'une unification. Ainsi seraient facilitées les jonctions organisationnelles qui devront être réalisées avec les militants du Parti Socialiste.